

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2015 B 06861
Numéro SIREN : 530 913 813
Nom ou dénomination : iCOVER

Ce dépôt a été enregistré le 09/02/2021 sous le numéro de dépôt 11108



20210111082019

DATE DEPOT : 09/02/2021

N° DE DEPOT : 11108

N° GESTION : 2015B06861

N° SIREN : 530913813

DENOMINATION : iCOVER

ADRESSE : 16/18 rue Gaillon 75002 Paris

MILLESIME : 2019

Greffe du tribunal
de commerce de Paris
Comptes annuels déposés le :

11 FEV. 2021

Sous le N° :

iCOVER
Société par actions simplifiée
au capital de 500 000 euros
Siège social : 16 RUE GAILLON
75002 PARIS
530 913 813 RCS PARIS

PROCES-VERBAL

DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

DU 30 SEPTEMBRE 2020

Le 30 septembre 2020, à onze heure, à PARIS,

La Présidente et l'actionnaire unique de la Société I C E, Société à Responsabilité Limitée au capital de 200,000 euros dont le siège social est 58 rue Guillaume le Conquérant 14360 Trouville-sur-mer, propriétaire de la totalité des 500,000 actions de 1 euro chacune composant le capital social de la Société, est représentée par Monsieur James OSBORN, en sa qualité de représentant du Président de la Société, la Société I C E SARL.

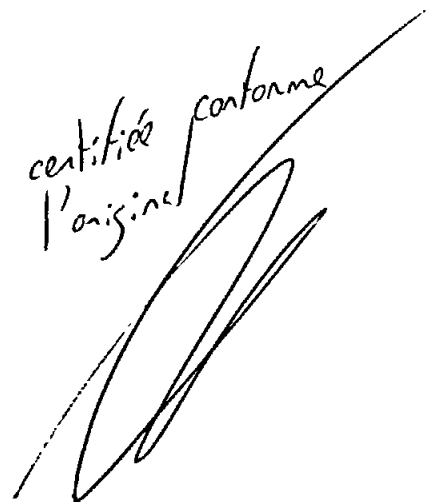
Le Cabinet A.V.E.C., Commissaire aux comptes titulaire, est excusée.

Monsieur James OSBORN a établi et arrêté les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2019 et a établi le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice.

Les décisions suivantes ont été prises :

- L'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/03/2019 ;
- L'affectation des résultats de cet exercice ;
- La mention des conventions visées à l'article L 223-19 du Code de commerce ;
- La délégation de pouvoirs en vue des formalités.

Pour copie certifiée
à l'origine conforme



PREMIÈRE RESOLUTION - APPROBATION DES COMPTES

L'actionnaire unique, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la Présidente et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2019 tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un bénéfice de 1 031 356 euros ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'actionnaire unique donne à la Présidente quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

DEUXIÈME RESOLUTION - AFFECTATION DU RESULTAT - DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Affectation du résultat

L'actionnaire unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1 031 356 euros de la manière suivante :

Origine

- Résultat bénéficiaire de l'exercice : 1 031 356 euros.

Affectation

- A titre de dividende 1 000 000 euros.
- Report à nouveau, soit 31 356 euros.
- Solde du report à nouveau, soit 176 048 euros.

Rappel des dividendes distribués

| Exercice clos le | Dividendes distribués en euros |
|-------------------------|---------------------------------------|
| <i>31/03/2017</i> | <i>200 000</i> |
| <i>31/03/2018</i> | <i>100 000</i> |
| <i>31/03/2019</i> | <i>200 000</i> |

TROISIÈME RESOLUTION - ABSENCE DE CONVENTIONS REGLEMENTEES

TROISIÈME RESOLUTION - ABSENCE DE CONVENTIONS REGLEMENTEES

L'actionnaire unique, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes mentionnant l'absence de conventions de la nature de celles visées à l'article L 227-10 et suivants du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

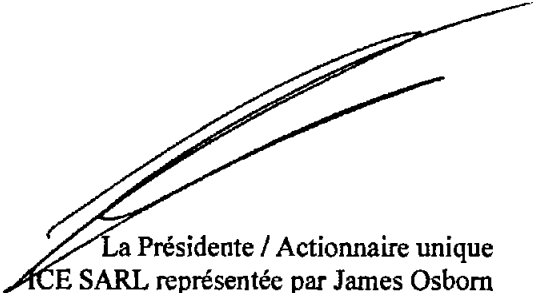
QUATRIÈME RESOLUTION - DÉLÉGATION DE POUVOIRS EN VUE D'ACCOMPLIR

LES FORMALITÉS

L'actionnaire unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la Présidente déclare la séance levée à midi.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'actionnaire unique et répertorié sur le registre des décisions de l'actionnaire unique.



La Présidente / Actionnaire unique
ACE SARL représentée par James Osborn

Cabinet AVEC Audit

Rapport du Commissaire Aux Comptes Sur les comptes annuels

iCOVER

16 rue Gaillon

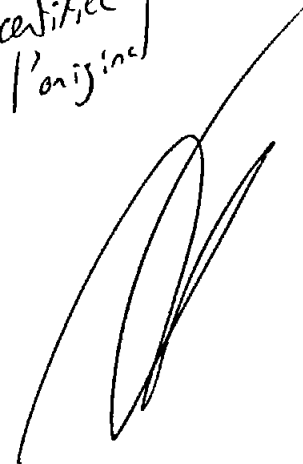
75 002 PARIS

SAS au capital de 500 000€

RCS PARIS 530 913 813

Exercice clos le 31 décembre 2019

*Pour copie certifiée conforme
à l'original*



Aux Associés,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'assemblée générale du 28 février 2019, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société iCOVER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 15/06/2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Cvid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er avril 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents, sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

 4

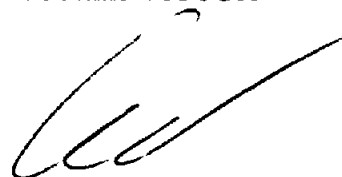
SASICOVER
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2019

fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à IFS,
Le 18 septembre 2020

Le Commissaire aux Comptes
AVEC Audit
Représenté par
Mme Anne VICTOR



□ Bilan Actif

| | Brut | Amortissement Dépréciations | Net 31/12/2019 | Net 31/03/2019 |
|--|------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires | 636 966 | 57 172 | 579 794 | 329 224 |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 336 | | 336 | 336 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 148 363 | 47 124 | 101 239 | 100 887 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations (mise en équivalence) | | | | |
| Autres participations | 2 087 187 | | 2 087 187 | 561 726 |
| Créances rattachées aux participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | 4 530 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 2 872 852 | 104 296 | 2 768 556 | 996 683 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| En-cours de production (biens et services) | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 1 122 | | 1 122 | 477 |
| Créances (3) | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 1 398 421 | | 1 398 421 | 918 987 |
| Autres créances | 452 911 | | 452 911 | 122 836 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 1 170 156 | | 1 170 156 | 1 220 166 |
| Charges constatées d'avance (3) | 48 728 | | 48 728 | 56 867 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 3 069 337 | | 3 069 337 | 2 319 333 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL GENERAL | 5 942 189 | 104 296 | 5 837 893 | 3 316 015 |
| (1) Dont droit au bail | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an (brut) | | | | |
| (3) Dont à plus d'un an (brut) | | | | |

CERTIFIE CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

□ Bilan Passif

| | 31/12/2019 | 31/03/2019 |
|--|------------------|------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | |
| Capital | 500 000 | 50 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | 385 200 | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserve légale | 5 000 | 5 000 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | 1 138 131 | 681 108 |
| Report à nouveau | 144 692 | 144 692 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 1 031 356 | 657 022 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 3 204 379 | 1 537 823 |
| AUTRES FONDS PROPRES | | |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 5 652 | 1 016 |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 5 652 | 1 016 |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 1 486 | 23 984 |
| Emprunts et dettes financières diverses (3) | 55 079 | 155 498 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 679 034 | 1 265 986 |
| Dettes fiscales et sociales | 594 561 | 329 810 |
| Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés | 297 581 | |
| Autres dettes | 77 | 1 899 |
| Produits constatés d'avance (1) | 43 | |
| TOTAL DETTES | 2 627 862 | 1 777 177 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 5 837 893 | 3 316 015 |
| (1) Dont à plus d'un an (a) | | 7 013 |
| (1) Dont à moins d'un an (a) | 2 627 862 | 1 770 164 |
| (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque | 1 486 | 800 |
| (3) Dont emprunts participatifs | | |
| (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |

CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

□ Compte de résultat

| | France | Exportations | 31/12/2019 | 31/03/2019 |
|--|----------------|------------------|------------------|------------------|
| Produits d'exploitation (1) | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue (biens) | | | | |
| Production vendue (services) | 138 968 | 4 969 331 | 5 108 299 | 5 863 187 |
| Chiffre d'affaires net | 138 968 | 4 969 331 | 5 108 299 | 5 863 187 |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | | | 10 145 | |
| Autres produits | | | 21 626 | 49 842 |
| Total produits d'exploitation (1) | | | 5 140 070 | 5 913 029 |
| Charges d'exploitation (2) | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variations de stock | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Variations de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes (a) | | | 4 056 503 | 4 244 989 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 19 017 | 29 671 |
| Salaires et traitements | | | 548 459 | 487 198 |
| Charges sociales | | | 218 513 | 188 898 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations : | | | | |
| - Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | 69 896 | 51 102 |
| - Sur immobilisations : dotations aux dépréciations | | | | |
| - Sur actif circulant : dotations aux dépréciations | | | | |
| - Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | |
| Autres charges | | | 37 471 | 34 537 |
| Total Charges d'exploitation (2) | | | 4 249 860 | 5 034 396 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | | | 190 210 | 878 634 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | |
| Produits financiers | | | | |
| De participation (3) | | | 900 000 | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3) | | | | |
| Autres Intérêts et produits assimilés (3) | | | 389 | 49 |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | | 1 018 | 2 050 |
| Différences positives de change | | | 44 885 | 124 428 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total produits financiers (V) | | | 946 292 | 126 527 |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | 5 652 | 1 016 |
| Intérêts et charges assimilées (4) | | | 2 207 | 3 492 |
| Différences négatives de change | | | 46 761 | 27 701 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | |
| Total Charges financières (VI) | | | 54 620 | 32 209 |
| RESULTAT FINANCIER (V-VI) | | | 891 669 | 94 318 |
| RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI) | | | 1 081 879 | 972 952 |

CERTIFIE CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

Compte de résultat(suite)

| | 31/12/2019 | 31/03/2019 |
|---|------------------|------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | 20 000 | |
| Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges | | |
| Total produits exceptionnels (VII) | 20 000 | |
| Charges exceptionnelles | | |
| Sur opérations de gestion | | 17 797 |
| Sur opérations en capital | 8 343 | 75 |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Total charges exceptionnelles (VIII) | 8 343 | 17 872 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | 13 657 | -17 872 |
| Participation des salariés aux résultats (IX) | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | 64 180 | 298 058 |
| Total des produits (I+II+III+IV+V+VI+VII) | 6 106 380 | 6 109 557 |
| Total des charges (I+II+III+IV+V+VI+VII+VIII+IX+X) | 6 075 800 | 6 031 537 |
| BENEFICE OU PERTE | 1 031 356 | 657 022 |
| (a) Y compris : | | |
| - Redevances de crédit-bail mobilier | | |
| - Redevances de crédit-bail Immobilier | | |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs | | |
| (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | |
| (3) Dont produits concernant les entités liées | | |
| (4) Dont intérêts concernant les entités liées | | |

□ Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS ICOVER

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019, dont le total est de 5 837 893 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un bénéfice de 1 031 356 euros.

L'exercice a une durée de 9 mois, recouvrant la période du 01/04/2019 au 31/12/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 15/06/2020 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2019 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par COVID-19 au premier trimestre (ou semestre) 2020. Compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, l'entité n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

En cas de présence d'un fonds de commerce ou droit au bail, si celui-ci ne fait pas l'objet d'un plan d'amortissement, un test de dépréciation est réalisé.

Le test de dépréciation est réalisé à partir d'une approche comparative (% du chiffre d'affaires annuel applicable dans la branche d'activité, multiple de l'excédent brut d'exploitation retraité,...).

Une provision est comptabilisée quand la valeur d'utilité issue du test de dépréciation est inférieure à la valeur comptable.

☐ Règles et méthodes comptables

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Titres de participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

En cas de présence à la date de clôture de l'exercice, la valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

□ Notes sur le bilan

Actif Immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au début d'exercice | Augmentation | Diminution | En fin d'exercice |
|--|------------------------|------------------|---------------|----------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 340 371 | 296 931 | | 637 302 |
| Immobilisations incorporelles | 340 371 | 296 931 | | 637 302 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagement des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagement divers | 65 206 | 25 765 | | 90 971 |
| - Matériel de transport | 113 678 | | 88 641 | 25 038 |
| - Matériel de bureau et Informatique, mobilier | 33 294 | 4 487 | 5 426 | 32 355 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 212 178 | 30 251 | 94 066 | 148 363 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 561 728 | 1 525 461 | | 2 087 187 |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 4 530 | | 4 530 | |
| Immobilisations financières | 566 258 | 1 525 461 | 4 530 | 2 087 187 |
| ACTIF IMMOBILISE | 1 118 805 | 1 852 643 | 98 596 | 2 872 852 |

CERTIFIE CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

□ Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminutions | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|---------------|---------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 10 811 | 46 361 | | 57 172 |
| Immobilisations incorporelles | 10 811 | 46 361 | | 57 172 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propre | | | | |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 4 079 | 8 625 | | 12 703 |
| - Matériel de transport | 94 322 | 7 934 | 84 656 | 17 600 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 12 910 | 6 977 | 3 067 | 16 820 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles | 111 311 | 23 535 | 87 723 | 47 124 |
| ACTIF IMMOBILISE | 122 122 | 69 896 | 87 723 | 104 296 |

CERTIFIE CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

□ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an |
|--|------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Créances de l'actif Immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres | | | |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 1 398 421 | 1 398 421 | |
| Autres | 452 911 | 452 911 | |
| Capital souscrit - appelé, non versé | | | |
| Charges constatées d'avance | 46 728 | 48 728 | |
| Total | 1 898 059 | 1 898 059 | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | | | |

Produits à recevoir

| | Montant |
|--|----------------|
| Créances rattachées à des participations | |
| Autres Immobilisations financières | |
| Créances clients et comptes rattachés | 490 811 |
| Autres créances | 11 829 |
| Disponibilités | |
| Total | 502 740 |

CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

| | Dépréciations au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Dépréciations à la fin de l'exercice |
|--|--|----------------------------|---------------------------|--|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Stocks | | | | |
| Créances et Valeurs mobilières | | | | |
| Total | | | | |
| Répartition des dotations et reprises : | | | | |
| Exploitation | | | | |
| Financières | | | | |
| Exceptionnelles | | | | |

Capitaux propres

Composition du capital social

| | Nombre | Valeur nominale |
|---|---------|-----------------|
| Titres composant le capital social au début de l'exercice | 50 000 | 1,00 |
| Titres émis pendant l'exercice | 450 000 | 1,00 |
| Titres remboursés pendant l'exercice | | |
| Titres composant le capital social à la fin de l'exercice | 500 000 | 1,00 |

Notes sur le bilan

Provisions

Dettes

Etat des dettes

| | Montant brut | Echéances à moins d'un an | Echéances à plus d'un an | Echéances à plus de 5 ans |
|---|------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont : | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | 1 486 | 1 486 | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) (**) | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 679 034 | 1 679 034 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 394 561 | 394 561 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 297 581 | 297 581 | | |
| Autres dettes (**) | 255 156 | 255 156 | | |
| Produits constatés d'avance | 43 | 43 | | |
| Total | 2 627 862 | 2 627 862 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | 23 184 | | | |
| (**) Dont envers les associés | 255 079 | | | |

Charges à payer

| | Montant |
|--|------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | |
| Autres emprunts obligataires | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 486 |
| Emprunts et dettes financières divers | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 083 938 |
| Dettes fiscales et sociales | 100 998 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | |
| Autres dettes | |
| Total | 1 186 422 |

CERTIFIÉ CONFORMÉ
Le Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Montant |
|-------------------------|---------------|
| Charges d'exploitation | 46 728 |
| Charges financières | |
| Charges exceptionnelles | |
| Total | 46 728 |

Produits constatés d'avance

| | Montant |
|-------------------------|-----------|
| Produits d'exploitation | 43 |
| Produits financiers | |
| Produits exceptionnels | |
| Total | 43 |

CERTIFIE CONFORME
Le Commissaire aux Comptes

Cabinet AVEC Audit

Rapport Spécial du Commissaire Aux Comptes Sur les Conventions Règlementées

ICOVER

16 rue Gaillon

75 002 PARIS

SAS au capital de 500 000€

RCS PARIS 530 913 813

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux Associés de la société ICOVER,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du code de commerce

Fait à IFS,
Le 18 septembre 2020

Le Commissaire aux Comptes
AVEC Audit
Représenté par
Mme Anne VICTOR

